

Le concept et la pratique de l'audit environnement

par Jacques SALAMITOU

LES ORIGINES DE L'AUDIT - ENVIRONNEMENT

La première initiative de la pratique de l'Audit Environnement doit sans aucun doute être attribuée à l'Industrie.

Même si certaines entreprises du continent américain sont connues pour lui avoir donné les premières une certaine formalisation (Général Motors, Olin, Allied Signal), **la pratique de l'Audit-Environnement est indissociable du processus de prise de conscience progressif de la dimension Environnement par les entreprises industrielles.**

En fait les entreprises ont nécessairement eu recours à une certaine forme d'Audit-Environnement dès qu'elles ont cessé de considérer la protection de l'environnement uniquement comme une contrainte extérieure, une entrave au développement et au progrès, contre laquelle il fallait réagir, au pire en la niant et faisant la sourde oreille, au mieux en réagissant au coup par coup en minimisant les dégâts. A partir du moment où l'entreprise a voulu introduire l'environnement dans la gestion normale de ses activités comme une autre des dimensions qui avaient un impact sur ses affaires telles que les affaires sociales, la logistique ou la recherche, elle a mis en place les outils de gestion qu'elle utilisait par ailleurs dans son cycle de planification et de contrôle.

Cependant la protection de l'Environnement représente, elle-même, de nombreuses dimensions, plus, probablement, que les autres composantes de la gestion de l'entreprise. Elle met en jeu, à la fois, les éléments techniques et humains internes traditionnels, mais aussi des éléments externes beaucoup plus complexes et, en tout cas, beaucoup moins familiers au monde de l'entreprise. Tout d'abord les éléments scientifiques sont beaucoup moins sûrs (il faudrait tout un livre pour décrire la prudence des savants et certaines erreurs de décision prises à partir d'éléments incomplets), les éléments socio-psychologiques beaucoup plus importants, les acteurs externes (opinion publique) très incontrôlables. L'incertitude traditionnelle des affaires était encore rendue plus complexe. L'entreprise avait plus besoin que jamais de procédures, mais plus souples, pour s'adapter à cette incertitude et à cette complexité.

Il a fallu, ainsi, évaluer les problèmes, les écarts par rapport à la réglementation, par rapport aux concurrents, la façon dont les instructions de la Direction Générale étaient appliquées, estimer les moyens à mettre au service de la politique en hommes et en argent, les dangers potentiels, les réactions de l'opinion publique, vérifier aussi que les problèmes soulevés trouvaient solution.

Pour faire face, les entreprises ont dû avoir recours à des enquêtes, des revues, des diagnostics brefs ; à l'égal de Monsieur Jourdain, elles ont pratiqué l'Audit-Environnement sans le savoir ou, plutôt, en l'apprenant progressivement. C'est-à-dire qu'à partir de la fin des années 1970, avec l'aide de certaines firmes de consultants, les procédures devinrent plus systématiques. On se mit à parler d'audit, y compris dans l'industrie, de plus en plus souvent mais à tort, car il n'y avait pas en général de véritable référentiel par rapport auquel les audits étaient conduits. En tout cas, il n'était dans l'esprit de personne, dans l'industrie, que ces enquêtes, ces revues... ces audits soient communiqués au public : il s'agissait d'outils de gestion, conduits par l'entreprise et pour l'entreprise (1).

C'est ainsi que, dans notre groupe, sont conduits divers types d'Audits-Environnement :

- *audits des investissements de production* pour vérifier que les nouvelles installations soient en conformité avec la politique du Groupe, tout projet est revu par le Service Environnement avant son approbation par la Direction Générale.

- *audits des futures acquisitions* : les problèmes d'environnement sont systématiquement examinés avec leurs incidences financières correspondantes avant toute acquisition de sites ou de société.

- *audits environnement sites* : un questionnaire très complet a été préparé par les Services Centraux d'Environnement pour évaluer les problèmes des usines de production et des magasins de stockage, la conformité avec la politique du groupe, et suivre la résolution de ces problèmes. Ces audits sont conduits par des équipes et conduisent à des rapports destinés à la hiérarchie.

Il faut noter qu'un guide a été préparé pour fixer au niveau du Groupe les règles de

construction, d'organisation et de gestion des magasins de stockage et, dans ce cas, on peut véritablement parler d'audit puisqu'il y a référentiel.

On pourrait encore citer dans l'esprit d'audit les rapports annuels préparés chaque année par les usines.

L'AUDIT COMPTABLE ET L'AUDIT ENVIRONNEMENT

Le recours à ce terme d'audit de plus en plus généralisé contribua en lui-même à changer les choses et précipiter une évolution différente de "l'Audit-Environnement".

En effet, dans les milieux industriels mais aussi dans le grand public, quand on parle audit, on pense audit financier et comptable. Mais l'audit financier véhicule avec lui un certain nombre de caractéristiques, assez différentes de celles qui accompagnent l'Audit Environnement tel que décrit ci-dessus. D'abord l'audit financier est très souvent requis de façon statutaire (audit des comptes annuels de l'entreprise) ; il accompagne la publication du bilan des sociétés cotées et a donc une fréquence annuelle ; il doit être systématiquement conduit par du personnel extérieur à l'entreprise, qui figure souvent sur une liste d'experts agréés ; il est réalisé en conformité avec des pratiques généralement acceptées et est concentré sur la validité de certains chiffres ; surtout, l'audit financier est un document qui est essentiellement destiné au public, détenteur ou acheteur potentiel d'actions de l'entreprise. **On passe ainsi d'une procédure souple, relativement informelle adaptée à chaque situation, multiforme et réservée à la direction de l'entreprise, à un système codifié et surtout public.**

L'AUDIT ENVIRONNEMENT ET LE GRAND PUBLIC

La confusion (sur le terme d'audit) était évidemment fatale dans l'esprit du public qui, par ailleurs, manifestait de plus en plus son souci d'être rassuré quant à la pratique des entreprises vis-

à-vis de l'environnement dans lequel il vivait.

Après avoir trop longtemps négligé d'informer le public sur ses pratiques vis-à-vis de la protection de l'environnement, les entreprises ont essayé de rattraper le retard. Ainsi, les chartes auxquelles les entreprises ont souscrit, telles que la Charte pour le Développement durable de la Chambre de Commerce Internationale ou bien l'Engagement de Progrès de l'Union des Industries Chimiques en France, contiennent toutes un chapitre sur la communication avec le Public. Cette communication prend des formes diverses : conférences, organisation de journées portes ouvertes, insertions dans le rapport annuel, publications spéciales... Le Groupe Rhône-Poulenc a inscrit la communication avec le Public parmi les cinq axes de sa politique environnement et a recours aux diverses formes mentionnées ci-dessus (2).

Il faut reconnaître que le développement (trop tardif) de cette communication n'a pas suffi à rétablir la confiance du public d'autant que dans leur communication, les entreprises privilégient les événements favorables. Le public est en fait légitimé à recevoir une information qui serait en quelque sorte validée.

Le rapprochement avec la certification des comptes d'une entreprise par un commissaire aux comptes est donc inévitable.

Certaines entreprises (notamment Norsk Hydro) se sont lancées dans cette voie et ont préparé un rapport environnement destiné au public qui est certifié par Lloyds International. Cet organisme est certainement au-dessus de tout soupçon, mais comme il le dit fort justement, la certification est faite par rapport à ce qu'il considère lui-même comme les "bonnes pratiques" en Matière d'Environnement, ce qui indique, très clairement, les limites de cette pratique.

LE PROJET DE REGLEMENT EUROPEEN ECU-AUDIT

La Commission des Communautés Européennes cherche à donner aux réglementations environnement une approche de plus en plus intégrée à la gestion de l'Entreprise. Elle a donc pensé que l'Audit environnement s'inscrivait dans cette perspective et pouvait faire l'objet d'un règlement, d'autant qu'il était largement recommandé par les organisations professionnelles (par exemple la Chambre de Commerce Internationale déjà citée ou le Centre Européen des Fédérations d'Industrie Chimique CEFIC). Son premier projet faisait de l'Audit-Environnement :

- un outil de gestion de l'entreprise ;
- un moyen de vérification si les règlements en vigueur étaient correctement appliqués ;
- la base de la communication au public des

informations sur la protection de l'environnement par les entreprises.

De plus, ces audits devaient systématiquement être conduits par des agents externes à l'entreprise.

La DG XI de la Commission qui, de plus, avait bâti autour de ces principes un système complexe et bureaucratique, à fréquence élevée et obligatoire, a semblé très surprise des réactions négatives de l'industrie. Elle croyait en fait répondre aux vœux de l'industrie qui recommandait le recours à l'audit et à ceux du public qui réclamait plus d'information. Il est évident que ce système confondait outil de gestion de l'entreprise, mission des Pouvoirs Publics et information du Public. S'il avait été adopté dans sa forme initiale, il aurait ramené à néant tous les bénéfices pour l'environnement qui résultaient de la pratique de l'Audit-Environnement telle qu'elle était recommandée par les organisations Professionnelles.

Fort heureusement, la Direction Générale XI de la Commission a pratiqué une large concertation sur ce sujet, notamment avec l'Industrie, et sans avoir le texte définitif qui sera transmis au Conseil, on peut penser, d'après le Communiqué de Presse publié par la Commission en décembre 1991, que le règlement européen répondra à la fois réellement :

- aux besoins de l'Industrie et à son souci de disposer d'un outil de gestion interne ;
- aux demandes du Public concernant une information validée ; et ceci grâce au recours de l'Assurance Qualité.

L'ASSURANCE - QUALITE ET L'AUDIT ENVIRONNEMENT

La pratique de l'Assurance-Qualité a été instituée pour garantir aux clients d'une entreprise que les produits qui leur seront livrés en permanence conformes aux exigences qui ont été spécifiées au moment de la négociation du contrat.

Ce système comprend :

- un référentiel : un ensemble de pratiques et de règles de gestion mis en place dans l'entreprise pour garantir les exigences spécifiées. Ce système fait l'objet de normes internationales préparées par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO) et connues sous le nom de normes ISO de la série 9000 ;
- la pratique d'un audit par rapport à ce référentiel qui est conduit par un organisme extérieur certificateur.

On peut transposer cette approche dans le domaine de l'environnement en remplaçant :

- "clients de l'entreprise" par "public" (et ses représentants) ;
- "exigences sur la qualité des produits" par

"exigences sur la qualité de l'environnement que cette entreprise s'est engagée à assurer" (selon sa politique et la réglementation qui lui est imposée).

Dès lors un système d'Assurance - Qualité en matière d'Environnement comprendra :

- la constitution d'un référentiel : il s'agira d'un système de gestion de l'environnement sur un site industriel avec ses moyens techniques, organisationnels et d'information ;
- la conduite d'audits par rapport à ce référentiel qui seront conduits par des **organismes extérieurs** accrédités entraînant la certification environnement des sites positivement audités.

Ce système sera évidemment volontaire comme tout système d'assurance - qualité. On peut parfaitement admettre que les rapports d'environnement qui seront préparés par les entreprises, ainsi certifiées à l'intention du public, selon des schémas également normalisés répondront à la demande légitime du public.

D'un autre côté les entreprises pourront toujours conduire pour leurs propres besoins de gestion des revues, des évaluations, voire même des audits (s'il y a référentiel) concernant tel ou tel aspect de leur politique Environnement (approbation des investissements productifs, acquisitions, formation du personnel, évaluation des sites...). Ces revues, évaluations, audits resteront évidemment strictement internes.

CONCLUSION

Le développement de l'assurance qualité en matière de protection de l'environnement est un des plus sûrs moyens de concilier les besoins internes des entreprises concernant la mise en place de leur politique environnement et les demandes légitimes du public concernant une information validée normalisée sur la pratique environnement des entreprises.

Les organismes internationaux s'engagent dans cette voie ; il est de l'intérêt des entreprises de les y aider. En tout cas, notre groupe est prêt à apporter son concours.

Jacques SALAMITOU
Délégué Environnement
du Groupe RHONE-POULENC

1. Voir le Code de Pratique préparé par la Chambre de Commerce Internationale.
2. Voir, par exemple, la brochure PRESENCE.